

NOTRE DÉTERMINATION EST INTACTE

Pour nous, le projet du gouvernement des droites:

c'est **NON**, et ça restera
NON !

Le projet de ce Gouvernement des droites prévoit :

Pour les travailleurs

- Un saut d'index
- ... et un violent coup de rabot dans notre pouvoir d'achat
- Une carrière plus longue pour moins de pension
- Et malgré tout ça, l'âge final de pension retardé
- Une mise à disposition de tous les travailleurs sans emploi: jeunes et âgés
- Un coup de bâton sur les jeunes sans qualification
- Un serrage de vis dans nos soins de santé et la privatisation de certains secteurs liés à la sécu
- Une mise à mal des services publics
-

Pour les entreprises

- Le maintien des cadeaux fiscaux pour plus de 4 milliards sans garantie de sécurité ou de création d'emploi de qualité (salaire, CDI, conditions de travail)

Pour les 10 % des plus riches (qui possèdent 66 % des richesses globales en Belgique)

- Silence radio !

 **Ce projet gouvernemental est
inacceptable!**

Et donc nous avons voté non, non et non. Le verre est vide, pas à moitié plein.

Les travailleurs de ce pays sont devant des défis colossaux pour leur avenir.

La constitution d'un front social qui les unisse tous est donc indispensable.

Ce front doit être :

- le plus large possible ;
- tous syndicats confondus ;
- fédéral ;
- interprofessionnel ;
- regroupant les secteurs privés, publics, marchands et non marchands ;
- ... et unis par le même plan d'action contre les politiques de ce gouvernement qui vise à bousiller ce que nos aînés ont mis leur vie à construire !

**Se résigner
et se taire?
JAMAIS!**

MÉTALLOS MWB
FGTB



NON Un coup de projecteur pour bien comprendre

Le saut d'index en quelques lignes

- Ce que nous achetons, biens ou services, est tous les jours plus cher. L'indexation automatique de nos salaires et de nos allocations permet de suivre et de compenser ces hausses de prix. Ce n'est pas une augmentation de salaire. C'est simplement le maintien du même niveau.
- Pour la droite, cette compensation, c'est déjà trop cher, ce n'est pas compétitif. Il faut tailler et le saut d'index, c'est 2 % de pouvoir d'achat en moins. Presque rien ? Quelques euros par mois, année après année, c'est de 16 à 27.000 euros sur une vie !

Une baisse généralisée de notre pouvoir d'achat et plus de flexibilité en quelques lignes

- Le gouvernement **des droites** prévoit à terme d'individualiser encore davantage nos salaires en les liant à la productivité. C'est le système du compte épargne-temps : les travailleurs gèrent les congés et les heures supplémentaires pour travailler quand cela arrange le patron. Autorisation de souffler seulement quand ça l'arrange aussi...
- Il sera presque impossible de partir encore en prépension. Les entreprises pourront licencier plus facilement les travailleurs âgés (à moindre coût).

Une carrière plus longue pour moins de pension en quelques lignes

- La pension légale est allongée à 67 ans ; elle n'est plus adaptée à l'évolution au bien-être.
- Le montant des pensions, déjà un des plus bas d'Europe, va encore diminuer.

Une mise à disposition de tous les travailleurs : jeunes et âgés en quelques lignes

- Tous devront prouver qu'ils cherchent activement un emploi jusqu'à 65 ans. Sinon, c'est la sanction. Ou l'obligation de prester un travail d'intérêt général (travail forcé).

Un coup de bâton sur les jeunes sans qualification en quelques lignes

- Rien n'est prévu pour soutenir ou garantir l'emploi des jeunes.
- Fini l'allocation d'insertion pour les moins de 21 ans sans diplôme ou les plus de 24 ans.

Un serrage de vis dans nos soins de santé et la privatisation de certains secteurs liés à la sécu en quelques lignes

- Les travailleuses et les travailleurs ont accepté de laisser une part de leur salaire (cotisations sociales) dans un pot commun utile en cas de maladie, pension, accident, perte d'emploi, ... Cette part leur appartient, pas question de changer de système ! Pas question de privatiser.

Une mise à mal des services publics en quelques lignes

- Nos services publics permettent à chacun de disposer de services de qualité au niveau de la justice, de l'emploi, de l'enseignement, de la culture, de la santé, du transport, ... Sinon, seuls les riches pourront se payer ces services. Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.